

Congrès national du Bloc Québécois

19, 20 et 21 mai 2023

Drummondville

CAHIER DE PROPOSITIONS

Commissions



À

LA GRANDEUR

DU QUÉBEC.



TABLE DES MATIÈRES

Commission A – Les valeurs	3
▪ Indépendantistes	3
▪ Nous, Québécois	5
▪ Fiers de ce que nous sommes	6
▪ Égalitaires	8
▪ Attachés à notre culture	10
▪ Justes	12
▪ Intègres	14
Commission B – Vivre-ensemble	15
▪ Français	15
▪ Laïques	19
▪ Accueillants	21
Commission C – Environnement	26
▪ Tournés vers l’avenir	26
▪ Écologistes	30
Commission D – Démocratie et multilatéralisme	36
▪ Libres	36
▪ Démocrates	37
▪ La voix des Québécois	39
▪ D’égal à égal avec les Autochtones	41
▪ Solidaires	42
▪ Un acteur mondial	46
Commission E – Développement économique et régional	48
▪ Enracinés	48
▪ Travailleurs	54
▪ Nationalistes économiques	58
Commission F – Mandats et Statuts	61
▪ Statuts et règlements du Bloc Québécois	61
▪ Mandats à l’aile parlementaire et aux instances du parti	64

- A1** Paragraphe 2, ajouter un paragraphe :
- « Nous affirmons que les Québécois et les Québécoises n'ont qu'une seule capitale nationale, et qu'il s'agit de la ville de Québec. »
- Québec*
- A2** Paragraphe 3, remplacer l'expression «de toutes les origines» par :
- « quelles que soient leurs origines »
- Longueuil—Charles-LeMoyne*
- A3** Paragraphe 4, remplacer une phrase à la fin du paragraphe :
- « Nous devons le faire chez nous, au Québec, et nous devons favoriser une relation avec les acteurs internationaux et l'ensemble des nations du monde qui s'attendent à nous voir les rejoindre. »
- Sherbrooke*
- A4** Paragraphe 4, ajouter l'expression entre les mots « chaque tribune » et « chaque occasion »
- « , chaque élection »
- Honoré-Mercier*
- A5** Paragraphe 6, remplacer le paragraphe par :
- « Nous croyons que seulement les gens qui vivent et résident au Québec doivent avoir voix au chapitre lorsqu'il est question de l'avenir du Québec. »
- Bellechasse—Les Etchemins—Lévis*

A6 Paragraphe 12, remplacer la phrase après « projet collectif, » :

« nous supportons toute activité faisant la promotion de l'indépendance du Québec. »

Honoré-Mercier

OU

A7 Paragraphe 12, remplacer le paragraphe par :

« Nous pouvons être la bougie d'allumage et l'animateur d'une conversation sur une constitution québécoise reconnaissant d'emblée le droit à l'autodétermination du peuple québécois et le droit de reprendre à notre compte les juridictions confiées, sans notre accord, à l'État fédéral qui ne nous a pas servi. »

Capitale nationale

A8 Paragraphe 13, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que le seul parti politique à l'Assemblée nationale du Québec qui a porté et porte encore le projet de l'indépendance du Québec est le Parti Québécois. Le Bloc Québécois s'engage à supporter le Parti Québécois jusqu'à l'accession complète de l'indépendance du Québec. »

Brome—Missisquoi

OU

A9 Paragraphe 13, ajouter une phrase :

« Nous devons réunir les indépendantistes de toutes allégeances. »

Chicoutimi—Le Fjord

A10 Paragraphe 14, ajouter un paragraphe :

« Est Québécoise toute personne qui habite au Québec et qui choisit librement de l'être, en adhérant au contrat social qui la lie à ses concitoyens et concitoyennes, à ses valeurs fondamentales (l'État de droit, la démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, la laïcité de l'État ainsi que les droits et libertés de la personne), à ses institutions, qui épouse l'idée que le français est la langue commune de la nation québécoise et que cette nation est le résultat d'une histoire distinctive, inclusive et riche de sa diversité, et qui souhaite prendre part à son devenir dont les contours demeurent pleinement ouverts. »

Portneuf—Jacques-Cartier

A11 Paragraphe 16, ajouter un paragraphe :

« Nous, le Bloc Québécois, nous nous engageons en toute circonstance à chérir et à protéger les enfants du Québec contre toute atteinte à leur bien-être, leur épanouissement, leurs chances de succès, leur intégrité physique, psychologique et culturelle, leur accès au savoir et à l'éducation, leurs droits, leurs libertés et leur participation au devenir de la nation québécoise qui les porte. »

Portneuf—Jacques-Cartier

A12 Paragraphe 25, remplacer le mot « puzzle » par :

« casse-tête »

Bellechasse—Les Etchemins—Lévis

A13 Paragraphe 32, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que le sport façonne notre intelligence collective et contribue à notre cohésion sociale, qu'il améliore l'estime de soi et la confiance en soi tout en réduisant la dépression et l'anxiété. Nous affirmons que le sport est à la fois un enjeu de santé publique, de culture et de cohésion sociale. Nous affirmons que le sport ne devrait relever que de la nation québécoise. »

Forum jeunesse et Louis-Hébert

ET

A14 Paragraphe 32, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes favorables aux mesures renforçant la pratique d'activités physiques à tous les âges. Nous croyons qu'il est important de valoriser et privilégier une bonne santé physique et mentale par de saines habitudes de vie telles qu'un entraînement physique régulier et une alimentation saine. Nous croyons en la discipline sportive et personnelle pour accroître la fierté collective. »

Bourassa

ET

A15 Paragraphe 32, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que la défense de notre langue, de notre culture et de notre identité sont intimement liées à la protection de notre territoire, et donc que l'effacement de l'une comme de l'autre met à risque cette interdépendance. Nous croyons que la préservation de notre territoire et de notre sous-sol est indissociable de la protection des peuples, de leur cohésion sociale et de leur forte culture. »

Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères

ET

A16 Paragraphe 32, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que la préservation du peuple québécois, de la culture québécoise, de l'État québécois et de la langue française est une lutte constante et continue dans l'histoire du Québec. Nous soutenons les mesures visant à protéger l'identité québécoise et éviter une folklorisation de son peuple, de sa culture et de sa langue. »

Châteauguay—Lacolle

A17 Paragraphe 58, ajouter un mot après « féministes » :
« universalistes »
Commission de la citoyenneté

A18 Paragraphe 60, ajouter un paragraphe :
« Nous luttons contre la précarité menstruelle et pour la sécurité menstruelle des femmes. »
Forum jeunesse

A19 Paragraphe 61, retrancher l'expression :
« et militons pour un resserrement de l'accès aux armes à feu et l'interdiction des armes d'assaut et de poing. »
Bellechasse—Les Etchemins—Lévis et Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup

OU

A20 Paragraphe 61, remplacer l'expression « et des filles, sous toutes ses formes, dans tous les milieux militaire, sportif, civil, domestique » par :
« , des enfants et des communautés marginalisées »
Capitale nationale

OU

A21 Paragraphe 61, remplacer l'expression « à l'égard des femmes et des filles » par :
« envers toute personne »
Jonquière

A22 Paragraphe 61, ajouter un paragraphe :

« Nous luttons contre la traite d'êtres humains et la marchandisation du corps. Nous sommes contre la violence et les stéréotypes et pour la protection des dangers de la pornographie et des risques d'abus sexuels et militons contre la violence faite aux femmes. »

Beloeil—Chambly

A23 Paragraphe 63, ajouter un paragraphe :

« Nous défendons le droit fondamental à la contraception et à l'avortement. »

Capitale nationale, Forum jeunesse et Salaberry—Suroît

A24 Paragraphe 64, remplacer la phrase par :

« Nous luttons contre la misogynie et appuyons le combat pour l'égalité des femmes. »

Repentigny

A25 Paragraphe 64, ajouter un paragraphe :

« Nous luttons contre toutes violences envers les femmes, incluant les féminicides et la culture du viol. »

Forum jeunesse

A26 Paragraphe 65, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes opposés à toute forme de discrimination et demandons que les critères de subvention du Programme des chaires de recherche universitaire soient revus afin de prioriser les compétences et le mérite. »

La Pointe-de-l'Île

A27 Paragraphe 75, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« et nous nous opposons à l'appropriation de la culture québécoise par le Canada. »

Québec

ET

A28 Paragraphe 75, ajouter une expression après « culture québécoise » :

« et dans le respect des peuples autochtones »

Saint-Hyacinthe—Bagot

A29 Paragraphe 75, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que le Québec est une nation qui se construit depuis plus de 400 ans. Nous reconnaissons l'importance de l'héritage que nous ont laissé nos ancêtres. Nous croyons que notre patrimoine dans son ensemble culturel, linguistique et religieux doit être préservé de l'effacement de notre mémoire collective. »

Beloeil—Chambly

A30 Paragraphe 76, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons l'importance capitale de la branche francophone de l'Office national du film (ONF) dans l'histoire du cinéma québécois et mondial. Nous considérons que l'État québécois sera toujours mieux placé que l'État fédéral pour préserver le riche patrimoine culturel du Québec. Nous demandons donc que soit amendée la Loi sur le cinéma fédérale pour que soit cédée au gouvernement du Québec, s'il le souhaite, l'entièreté des studios montréalais de l'ONF, des droits d'auteur et des archives afférentes qui, dans le passé, ont été financés par les impôts des Québécois. »

Hochelaga

- A31** Paragraphe 77, ajouter un mot après « son secteur culturel » :
« , son patrimoine bâti »

Lac-Saint-Jean

- A32** Paragraphe 79, remplacer le paragraphe par :
« Nous croyons que l'ensemble de notre production artistique mérite d'avoir l'espace nécessaire pour être vu et entendu. »

Laurier—Sainte-Marie

- A33** Paragraphe 80, remplacer l'expression « tous les arts de la scène » par :
« l'art sous toutes ses formes. »

Jonquière

- A34** Paragraphe 82, ajouter un paragraphe :
« Nous soutenons la protection et la promotion du patrimoine sous toutes les formes, entre autres historique, du Québec, mémoire de nos racines profondes et diversifiées et revendiquons la pleine gestion des fonds fédéraux destinés à ces fins. »

Alfred-Pellan et Louis-Hébert

A35 Paragraphe 168, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que l'ensemble des juges nommés par le gouvernement fédéral doivent avoir une maîtrise du français. »

Terrebonne

A36 Paragraphe 171, remplacer le paragraphe par :

« Nous jugeons, à défaut, qu'en matière de champs de compétence partagés, les lois québécoises devraient avoir préséance, au Québec, sur celles du fédéral plutôt que l'inverse entre autres sur les territoires considérés fédéraux tels que les ports, les aéroports, les parcs et l'ensemble des cours d'eau navigables. »

Capitale nationale

A37 Paragraphe 169, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« et que le Barreau et les cours de justice ne doivent en aucun cas se substituer aux personnes élues pour décider de ce qui est bon pour notre société. »

Hull—Aylmer

OU

A38 Paragraphe 172, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre justice à partir des textes de loi adoptés par le législateur. Il ne leur appartient pas d'agir en lieu et place des législateurs démocratiquement élus. Les juges, les tribunaux du Canada et la plus Haute Cour du pays ne doivent pas modifier les textes de loi par l'intermédiaire de leur jugement. »

Louis-Hébert

A39 Paragraphe 172, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre justice à partir des textes de loi adoptés par le législateur. Il ne leur appartient pas d'agir en lieu et place des législateurs démocratiquement élus. Les juges, les tribunaux du Canada et la plus Haute Cour du pays ne doivent pas modifier les textes de loi par l'intermédiaire de leur jugement. »

Louis-Hébert

A40 Paragraphe 175, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que la toxicomanie , au même titre que d'autres dépendances, est abord et avant tout un enjeu de santé publique et non de criminalité. »

Commission politique

A41 Paragraphe 176, retrancher le mot :

« prudente »

Montcalm

A42 Paragraphe 181, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que pour que la justice puisse exercer son rôle fondamental dans notre société, il est impératif que tous les postes de juges nommés par le gouvernement fédéral soient comblés sans délai, en tout temps, afin d'éviter des bris de service, des délais déraisonnables pour les justiciables et des remises des procès déjà fixés. »

Terrebonne

A43 Paragraphe 185, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons en une fiscalité juste et équitable. C'est pourquoi nous exigeons que les banques, géants du web, multinationales, grandes entreprises et grandes fortunes cessent d'utiliser les paradis fiscaux et contribuent au financement des services publics à la hauteur de leurs moyens. »

Joliette

A44 Paragraphe 189, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes en faveur de limiter l'influence des sociétés conseil afin qu'elles ne puissent se substituer au travail des fonctionnaires et des élus. »

Brome—Missisquoi

B1 Paragraphe 35, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons que la langue française est le cœur de notre identité nationale et donc qu'elle a été, qu'elle est et sera nécessairement notre langue commune. Nous croyons que la minorité historique anglaise doit être protégée dans ses institutions historiques, mais que cela doit toujours se faire dans le souci de préserver et de renforcer le caractère national de l'État québécois, qui doit primer. Nous croyons que chaque langue autochtone leur est nationale et que leur identité nationale se doit d'être préservée. »

Beauport—Limoilou

OU

B2 Paragraphe 35, remplacer le paragraphe par :

« Nous parlons le français, l'anglais, les langues des Premiers Peuples et plusieurs autres langues, et reconnaissons que le français est notre langue nationale et commune. »

Capitale nationale

OU

B3 Paragraphe 35, remplacer le paragraphe par :

« Nous parlons français, anglais, abénaquis, algonquin, atikamekw, cri, huron-wendat, inuit, innu, malécite, micmac, mohawk, naskapi et cent langues de partout, et reconnaissons que le français est notre seule langue commune. Dans le respect de la communauté historique anglophone et du fait que chaque langue autochtone est leur langue nationale. »

Marc-Aurèle-Fortin

OU

B4 Paragraphe 35, remplacer le paragraphe par :

« Nous parlons français, les langues autochtones du territoire québécois, anglais et cent langues de partout, et reconnaissons que le français est notre seule langue commune. Dans le respect de la communauté historique anglophone et du fait que chaque langue autochtone leur est nationale. »

Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix

B5 Paragraphe 37, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons l'existence du français québécois, cette variété de français dont l'usage a des origines il y a plus de quatre cents ans, cette langue considérée comme un bien culturel qui est défini entre autres, dans le Dictionnaire historique du français québécois et qui possède une infrastructure scientifique de recherche qui met en évidence sa dimension patrimoniale. »

Mégantic—L'Érable

B6 Paragraphe 38, remplacer le paragraphe par :

« Nous voulons vivre, grandir, étudier, travailler, prospérer et être servis en français. »

Capitale nationale

B7 Paragraphe 40, remplacer le paragraphe par :

« Nous voulons avoir accès à davantage de français sur Internet, sur les réseaux sociaux, sur les plateformes de diffusion en continu, à la radio, à la télévision. Nous voulons que nos étudiants, nos chercheurs et nos scientifiques puissent étudier, travailler et publier en français. »

Rimouski—Neigette—Témiscouata—Les Basques

B8 Paragraphe 40, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que le français doit voir son prestige restauré en recherche et en sciences, contribuant au rayonnement et au pouvoir d'attraction des études supérieures, de la recherche, de la science et des publications spécialisées au sein des institutions d'enseignement supérieur nationales, et que des mesures incitatives en termes de processus, d'attribution de points et d'attribution de budgets réservés doivent être mis en place afin que le français soit mis en valeur en amont dans le processus qui va de la recherche fondamentale à la publication originale en passant par la traduction et jusqu'à la vulgarisation scientifique. »

Bureau national

B9 Paragraphe 41, ajouter un paragraphe :

« Nous souhaitons que la minorité linguistique francophone hors-Québec puisse jouir du même respect que la minorité anglophone du Québec. »

Longueuil—Saint-Hubert

B10 Paragraphe 41, ajouter un paragraphe :

« La langue française doit être l'unique langue de convergence et d'intégration au Québec. »

Beloeil—Chambly

B11 Paragraphe 41, ajouter un paragraphe :

« Nous appelons à ce que le Québec se bâtisse autour d'une culture de convergence définie par une culture et des valeurs communes. Nous croyons que la langue française doit être la langue de convergence et d'intégration au Québec. »

Forum jeunesse

B12 Paragraphe 43, remplacer le paragraphe par :

« Nous sommes bouclier de la Charte de la langue française face aux interventions et au financement fédéral visant à favoriser le bilinguisme institutionnel et le multiculturalisme au détriment du français. »

La Pointe-de-l'Île

B13 Paragraphe 43, ajouter un paragraphe :

« Nous nous opposons aux lignes directrices du gouvernement fédéral en matière d'écriture inclusive en français. Nous nous opposons à ce que notre langue soit complètement modifiée, en raison de principes idéologiques et en dépit de son histoire et de l'usage. Nous croyons que notre langue nationale est riche et polyvalente et que ses multiples usages font d'elle une langue inclusive et distinctive. Nous croyons que seul le Québec, l'Office québécois de la langue française et l'Académie française ont juridiction sur les politiques de la langue et de son évolution. »

LaSalle—Émard—Verdun

B14 Paragraphe 43, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons qu'une formation académique en français est indispensable pour assurer la pérennité de notre langue. Nous croyons que l'accessibilité au savoir dans sa langue nationale est un droit tout comme la pérennité de ses institutions. »

Forum jeunesse et Mirabel

- B15** Paragraphe 48, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :
- « La neutralité religieuse de l'État doit l'être en fait en droit et en apparence. »

Compton—Stanstead

- B16** Paragraphe 50, ajouter un mot après « neutralité » :
- « religieuse »

Estrie

- B17** Paragraphe 51, remplacer le paragraphe par :
- « Nous sommes au côté des Québécoises et des Québécois dans toutes les étapes vers une réelle laïcité de l'État et dénoncerons toute tentative du gouvernement fédéral ou de quiconque d'empêcher le Québec de se donner des lois pour protéger et promouvoir sa laïcité. Nous nous opposons au port de signes religieux par toute personne occupant une position d'autorité au sein de l'État dans l'exercice de ses fonctions. »

Rivière-du-Nord

- B18** Paragraphe 52, remplacer le paragraphe par :
- « Nous sommes d'avis que les convictions religieuses ne doivent d'aucune façon interférer dans les relations entre l'État et le citoyen. Nous croyons que l'État ne doit reconnaître, ni salarier ni subventionner aucun culte. Nous croyons que seule la laïcité de l'État promeut les valeurs progressistes et égalitaires des Québécois, et que seule la laïcité protège ces valeurs contre les dogmes et le fondamentalisme religieux. »

Laurentides—Labelle, Montarville et Salaberry—Suroît

- B19** Paragraphe 52, ajouter un paragraphe :
- « La religion ne doit pas être traitée comme un phénomène strictement individuel. Cependant, toute expression d’une foi est un geste d’affirmation identitaire et culturel, et doit être traité comme tel. Nous devons limiter l’expression religieuse tout en préservant la liberté religieuse. »
- Laurentides—Labelle*
- B20** Paragraphe 53, remplacer le paragraphe par :
- « Nous croyons en l’égalité de tous devant la loi sans discrimination de religion ou conviction. Nous insistons sur le fait que la meilleure façon de protéger la liberté de religion, c’est que l’État n’en ait aucune. »
- Capitale nationale*
- B21** Paragraphe 53, ajouter un paragraphe :
- « La laïcité vise à assurer la liberté de conscience et du même coup à protéger la liberté de religion. »
- Brome—Missisquoi*
- B22** Paragraphe 55, ajouter un paragraphe :
- « Nous nous opposons à définir les symboles religieux comme des symboles de liberté. Nous défendons la prévalence des droits des femmes. Nous croyons en l’État universel, qui rassemble les Québécois autour d’un vivre-ensemble et de valeurs communes. »
- Rivière-des-Mille-Îles*
- B23** Paragraphe 55, ajouter un paragraphe :
- « Nous croyons que les rites religieux ne doivent justifier aucun compromis sur le bien-être animal et l’écologie. Nous croyons que le bien-être et l’épanouissement des formes de vie humaines et non-humaines de la Terre ont une valeur en elles-mêmes, et donc qu’on ne peut tolérer la cruauté animale pour des raisons religieuses. »
- LaSalle—Émard—Verdun*

B24 Paragraphe 85, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons que lorsqu'une nation n'a pas tous les pouvoirs en matière d'immigration, cette situation représente un obstacle pour la cohésion sociale. »

Forum jeunesse

OU

B25 Paragraphe 85, remplacer le paragraphe par :

« Nous affirmons que l'immigration peut être une richesse pour le Québec à condition que chaque immigrant soit sélectionné à partir d'un processus d'enquête sérieux et que le nombre d'immigrants admis soit fonction de la rapidité avec laquelle chaque groupe s'intègre à la population québécoise. »

Rosemont—La Petite-Patrie

B26 Paragraphe 85, ajouter un paragraphe :

« Nous rejetons la vision manichéenne et idéologique concernant l'immigration. Comme tout phénomène social, les politiques migratoires peuvent avoir des retombées positives ou négatives. Nous croyons que lorsqu'une nation n'a pas tous les pouvoirs en matière d'immigration, cette situation représente un obstacle pour la cohésion sociale. »

Saint-Jean

B27 Paragraphe 85, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que les coûts de la mondialisation non régulée, et l'incapacité du Québec à gérer ses politiques d'immigration dans le cadre canadien et du manque de sérieux du gouvernement canadien à appliquer des normes encadrant l'arrivée, le déplacement et l'intégration des nouveaux arrivants par les immigrants eux-mêmes, mais aussi par les classes populaires et les plus vulnérables. »

Mirabel

B28 Paragraphe 85, ajouter un paragraphe :

« Nous nous objectons à l'inadéquation des politiques fédérales vis-à-vis des politiques québécoises en matière migratoire qui mettent en péril le français, et la culture du Québec, ainsi que les cultures et langues des peuples autochtones. »

Forum jeunesse

B29 Paragraphe 86, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que le Québec doit adopter une assermentation à la citoyenneté. Nous croyons que Québec a l'entière légitimité d'imposer des conditions appropriées à l'obtention de la citoyenneté au Québec. »

Rivière-des-Mille-Îles

B30 Paragraphe 89, remplacer le paragraphe par :

« Nous nous opposons au multiculturalisme canadien qui est incompatible avec les défis sociologiques que pose la réalité québécoise (une nation francophone en Amérique du Nord) et qui atomise et réduit la diversité à l'individualisme et la juxtaposition de communautés souvent étanches. Nous proposons plutôt l'adoption d'une politique de la convergence culturelle, telle que proposée par l'Institut de recherche sur le Québec, afin de protéger la laïcité, le français langue commune et les droits de la personne. »

*Alfred-Pellan, Commission de la citoyenneté, Laurier—Sainte-Marie et
Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup*

OU

B31 Paragraphe 89, remplacer le paragraphe par :

« Nous nous opposons au multiculturalisme canadien qui est incompatible avec les défis sociologiques que pose la réalité québécoise (une nation francophone en Amérique du Nord) et qui atomise et réduit la diversité à l'individualisme ainsi nous privilégions l'interculturalisme au Québec qui identifie clairement le statut de majorité et de minorité, pour mieux intégrer les immigrants au Québec. »

Beauce

- B32** Paragraphe 90, ajouter une expression à la fin du paragraphe :
- « , particulièrement en ce qui concerne la régionalisation de l'immigration et sa rétention. »

Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix

- B33** Paragraphe 91, ajouter un paragraphe :
- « Nous nous opposons à l'immigration irrégulière et à ceux qui s'en servent dans le but d'affaiblir le Québec. Par le fait même, nous condamnons tout ceux et celles qui profitent de la misère humaine. »

Longueuil—Saint-Hubert

-
- B34** Paragraphe 92, ajouter une expression après « une richesse pour le Québec » :

« surtout s'ils apprennent le français »

Estrie

ET

- B35** Paragraphe 92, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« dans la mesure où les études de ceux-ci se font en français. »

Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères

ET

- B36** Paragraphe 92, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« et nous nous opposons à la discrimination envers ceux qui sont francophones. »

Capitale nationale

ET

B37 Paragraphe 92, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« et demandons que le processus d'obtention de la citoyenneté canadienne des étudiants étrangers ayant décroché un diplôme au Québec soit facilité ».

Alfred-Pellan et Commission de la citoyenneté

ET

B38 Paragraphe 92, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« et considérons nécessaire d'assurer une proportion d'étudiants francophones qui reflète la réalité linguistique du Québec. »

Repentigny

ET

B39 Paragraphe 92, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Nous désirons que les étudiants provenant de la francophonie soient traités équitablement. »

Beauce

ET

B40 Paragraphe 92, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Nous devons tout faire pour les garder et favoriser leur intégration. »

Sherbrooke

B41 Paragraphe 92, ajouter un paragraphe :

« Nous souhaitons que le Québec puisse obtenir le rapatriement des pouvoirs entiers en ce qui concerne les programmes temporaires en matière d'immigration »

Lac-Saint-Jean

B42 Paragraphe 92, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons à l’instauration de mesures incitatives afin que les étudiants internationaux diplômés d’un établissement québécois, les travailleurs saisonniers et temporaires dans les régions puissent acquérir un statut de résident permanent par une voie rapide. »

Commission des circonscriptions éloignées

C1 Paragraphe 262, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que la jeunesse constitue l'une des plus grandes richesses du Québec, qu'elle représente l'avenir de notre nation et qu'à ce titre, elle devrait davantage être partie prenante de notre développement collectif. »

Montarville

C2 Paragraphe 263, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Que cette transition soit juste pour les travailleurs et travailleuses ainsi que pour les communautés et qu'elle constitue en soi un projet de société lequel peut inciter et stimuler le peuple québécois vers la souveraineté et ce, considérant le large consensus de toutes les générations à cet égard. »

Salaberry—Suroît

C3 Paragraphe 265, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Pour favoriser la transition auprès des PME et des gens à faible revenu, une aide financière devrait être prévue. »

Marc-Aurèle-Fortin

C4 Paragraphe 267, remplacer l'expression « dont notre territoire regorge en abondance » par :

« dont la pollution et les changements climatiques sont en train de réduire son abondance utilisable. »

Compton—Stanstead

C5 Paragraphe 268, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons en la justice climatique. Nous croyons que la perspective écologique doit être au cœur de toute prise de décision de l'État. Nous croyons que toute politique doit attribuer aux émissions de gaz à effet de serre (GES) un prix proportionnel aux dommages qu'elles infligent à la planète. »

Saint-Jean

C6 Paragraphe 268, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons qu'un Québec indépendant pourrait se doter d'une banque centrale et de sa propre politique monétaire qui répondraient à la réalité économique du Québec comme zone monétaire en soi du Québec. »

Mirabel

C7 Paragraphe 268, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes opposés à la croissance absolue. Nous croyons en l'efficacité énergétique, la productivité et la recherche et le développement scientifique, ce qui implique simplement une décroissance de la consommation ostentatoire. Nous visons ainsi une meilleure qualité de vie plutôt que d'adhérer à des standards de vie toujours plus élevés et à la culture de la surconsommation. »

Forum jeunesse

C8 Paragraphe 269, retrancher l'expression :

« ou le soutien aux centrales nucléaires. »

Bellechasse—Les Etchemins—Lévis

C9 Paragraphe 270, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons qu'Ottawa doit investir dans des projets de développement urbain responsable tel que défini par Québec. »

Joliette

C10 Paragraphe 270, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que la densification contrôlée est un moyen concret de redonner accès à la nature. Parallèlement, nous considérons que la biodiversité est source d'enrichissement collectif et qu'elle se doit d'être protégée. Nous croyons que les aires protégées sont nécessaires pour donner accès à la nature tout en la conservant. »

Bourassa

C11 Paragraphe 273, remplacer le paragraphe par :

« Nous souhaitons désenclaver nos régions en encourageant le développement du transport collectif public, intermunicipal et interrégional. Cela implique la création de réseaux de transports structurants comme les trains à grande vitesse. Nous valorisons le polycentrisme. »

Beauport—Limoilou et Bourassa

C12 Paragraphe 275, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Nous proposons la création d'un observatoire sur l'aluminium pour que l'énergie propre du Québec favorise la création de la richesse et d'emplois bien rémunérés. »

Jonquière

C13 Paragraphe 277, ajouter un paragraphe :

« Notre forêt est immense, mais souvent malmenée et mal-aimée. Nous souhaitons que le Québec devienne une nation forestière, que les Québécois affectionnent leurs forêts, les considèrent à leur juste valeur et en prennent soin adéquatement. »

Commission des circonscriptions éloignées

C14 Paragraphe 284, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que les infrastructures de transports et aéroportuaires doivent être gérées de façon décentralisée dans l'intérêt collectif, économique et industriel des régions qu'elles desservent. »

Mirabel

- C15** Paragraphe 285, remplacer le mot « Écologistes » par :
« Environnementalistes »

Beauce

- C16** Paragraphe 286, remplacer le paragraphe par :
« Nous reconnaissons que les dérèglements climatiques sont causés par l'activité humaine et qu'il faut en contenir et en renverser la tendance et les effets pour contrer la crise climatique. »

Commission politique et Portneuf—Jacques-Cartier

- C17** Paragraphe 288, ajouter un paragraphe :
« Nous militons pour que l'État et ses institutions se soucient des préoccupations de leurs citoyens et de la Santé publique avant celles de tierces organisations. Nous militons pour une meilleure qualité de l'air, de l'eau et de l'environnement pour les Québécois. »

Forum jeunesse

- C18** Paragraphe 289, ajouter un paragraphe :
« Nous devons donner l'exemple au monde et au reste du Canada, que la croissance économique basée sur la croissance démographique est une impasse écologique. »

Joliette

- C19** Paragraphe 289, ajouter un paragraphe :
- « Nous reconnaissons que les conflits et les changements climatiques ont des conséquences disproportionnées sur les personnes les plus pauvres et les pays en développement dans le monde entier et que le Québec aura les mêmes devoirs que tous les états, soit d'assurer une justice climatique. »
- Longueuil—Saint-Hubert*
- C20** Paragraphe 290, ajouter un paragraphe :
- « Nous favorisons la protection des milieux naturels et de la biodiversité. »
- Montarville*
- C21** Paragraphe 291, ajouter un paragraphe :
- « Il doit être interdit aux banques d'investir dans des actions d'entreprises ne respectant pas les valeurs écologiques et sociales des traités signés par le Canada, notamment en ce qui concerne les subventions aux énergies fossiles. »
- Alfred-Pellan*
- C22** Paragraphe 293, ajouter une expression après « richesse » :
- « de la biodiversité »
- Rivière-du-Nord*
- C23** Paragraphe 293, ajouter un paragraphe :
- « Nous sommes localistes et nationalistes. Nous sommes favorables à la priorisation de la production locale et nationale répondant à nos critères sociaux et environnementaux. Ceci inclut la priorisation des produits locaux dans les critères d'appels d'offres. »
- Joliette*

C24 Paragraphe 295, ajouter une phrase :

« Nous croyons que les projets de transport d'hydrocarbures et de gaz naturel liquéfié (GNL) ne devraient pas menacer les cours d'eau du Québec. »

Bureau national

OU

C25 Paragraphe 295, ajouter une phrase :

« Nous affirmons clairement notre opposition à tout projet de relance de GNL au Saguenay. »

Chicoutimi—Le Fjord

C26 Paragraphe 295, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que le territoire national est d'abord une propriété collective de la nation. Nous croyons que la dépossession de notre territoire entraînerait inévitablement un déracinement culturel. Nous croyons que nos territoires du Québec ne peuvent appartenir qu'au Québec. Nous reconnaissons également les droits des peuples autochtones issus des traités ou des droits ancestraux. »

Forum jeunesse

C27 Paragraphe 296, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons que la transition écologique implique de renoncer progressivement à certaines habitudes, par exemple le choix d'un prochain véhicule automobile. Nous croyons qu'il faut améliorer l'offre de transport collectif afin d'offrir une alternative à l'automobile. Nous croyons que tant les mesures dissuasives qu'incitatives peuvent s'avérer efficaces pour internaliser les coûts sociaux et environnementaux de certaines habitudes, comme l'écofiscalité ou les subventions. »

Richmond—Arthabaska

OU

C28 Paragraphe 296, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons que la transition écologique implique également de renoncer progressivement à certains biens de consommation. Nous croyons aux principes de l'économie circulaire, sociale et solidaire et que ces principes sont au cœur de la reprise de notre pouvoir économique. Nous soutenons dès lors que les intérêts économiques collectifs sont indissociables des intérêts écologiques. »

Richmond—Arthabaska

C29 Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons à l'État la responsabilité d'intervenir pour contrer la promotion des mauvaises habitudes de vie, notamment la malbouffe, la sédentarité, la surconsommation et le gaspillage. Il en découle des perturbations dans notre santé et notre bien-être général, ce qui surtaxe les ressources de l'État dans l'accomplissement de sa mission. »

Louis-Hébert

C30 Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :

« Nous insistons sur le fait que la réduction à la source est la meilleure solution. Nous savons que nous ne pouvons pas consommer ce que nous ne produisons pas. Pour réduire notre consommation à la source, nous croyons qu'il est nécessaire, entre autres choses, de soutenir la lutte contre l'obsolescence programmée et les initiatives valorisant la durabilité et la longévité des biens de consommation. »

Richmond—Arthabaska

C31 Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :

« Nous soutenons le recyclage et le compostage, et en dernier recours la valorisation énergétique. Nous souhaitons réduire le gaspillage de ressources, la quantité de déchets émis et leur toxicité. Nous nous opposons à la production d'objets à usage unique. »

Richmond—Arthabaska

C32 Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que les réseaux ferroviaires devraient être utilisés davantage pour le transport de passagers. »

Bureau national

C33 Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que seules les institutions d'évaluation environnementales québécoises doivent avoir juridiction sur les projets déployés sur le territoire du Québec. »

Bureau national

- C34** Paragraphe 296, ajouter un paragraphe :
- « Nous désirons encourager le développement de plus de transport en commun, local et interurbain, qui utiliserait des trains ou véhicules de passagers pour atteindre l'efficacité énergétique et supporter la lutte contre les changements climatiques. »
- Bureau national*
- C35** Paragraphe 303, remplacer le paragraphe par :
- « Nous affirmons qu'un Québec responsable doit assumer un rôle de « chef de file » au plan écologique car nous devons faire place à l'écologisme comme valeur fondamentale d'un Québec souverain. »
- Longueuil—Charles-LeMoine et
Rosemont—La Petite-Patrie*
- C36** Paragraphe 303, ajouter un paragraphe :
- « Nous proposons de créer un sommet sur la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, qui regrouperait l'ensemble des acteurs des milieux politiques, économiques, sociaux et environnementaux, afin d'utiliser dès maintenant les ressources qui sont à notre disposition pour y faire face, considérant que les cibles de réduction des gaz à effet de serre ne seront pas atteintes et que les répercussions des changements climatiques sont actuelles et futures. »
- Laurentides—Labelle*
- C37** Paragraphe 303, ajouter un paragraphe :
- « Nous sommes favorables à ce que l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes et leurs répercussions actuelles et futures définissent la taxonomie verte et brune commune. Nous croyons que les consensus scientifiques doivent guider les décisions politiques. Nous croyons en la nécessité que l'État diffuse et rende accessible les éléments menant à toute prise de ces décisions. »
- Laurentides—Labelle*

- D1** Paragraphe 67, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :
- « Cependant, nous affirmons que la liberté individuelle s'arrête où la liberté collective (la société) commence. »
- Hull—Aylmer*
- D2** Paragraphe 71, remplacer le paragraphe par :
- « Nous nous battons pour la liberté de presse et l'indépendance des journalistes en tout temps, mais nous ne nous gênerons pas pour les inviter à la discussion franche et critiquer. En contrepartie, quand l'intérêt du public est en jeu, nous appuyons le droit du public à une information complète, impartiale et rapide, autant en provenance des organismes de l'État que des entreprises privées. »
- Laurier—Sainte-Marie*
- D3** Paragraphe 72, ajouter un paragraphe :
- « Nous considérons que le Québec doit être un chef de file en matière de protection de la vie privée en contribuant à la création d'un environnement légal et social qui favorisera le partage des informations tout en protégeant la liberté des citoyens. »
- Trois-Rivières*
- D4** Paragraphe 72, ajouter un paragraphe :
- « Nous considérons que le Québec doit être un chef de file dans le domaine de l'intelligence artificielle éthique et de l'informatique quantique éthique. »
- Trois-Rivières*

D5 Paragraphe 96, ajouter un paragraphe :

« Nous soutenons que toutes les lois votées démocratiquement à l'Assemblée nationale prévalent sur les lois votées par la Chambre des communes touchant exclusivement aux compétences du Québec. »

Bourassa

D6 Paragraphe 99, ajouter une expression après « une approche inclusive et positive » :

« qui tient compte du nouvel environnement numérique. »

Rivière-du-Nord

D7 Paragraphe 99, ajouter un paragraphe :

« Nous soutenons l'abaissement du droit de vote à l'âge de seize (16) ans. »

Berthier—Maskinongé

D8 Paragraphe 99, ajouter un paragraphe :

« Tout redécoupage électoral doit être d'abord basé sur les communautés d'intérêts et non sur le nombre d'électeurs. »

Chicoutimi—Le Fjord

D9 Paragraphe 100, ajouter une expression après « monarchie » :

« , tout ce qui en découle »

LaSalle—Émard—Verdun

D10 Paragraphe 100, ajouter un paragraphe :

« Nous rejetons les dérives judiciaires de la Cour suprême du Canada lorsqu'elle touche aux compétences exclusives du Québec. Seule la Charte des droits et libertés de la personne du Québec doit s'imposer au Québec. Nous soutenons la souveraineté parlementaire du Québec. »

Forum jeunesse

D11 Paragraphe 100, ajouter un paragraphe :

« Nous demandons que la nomination des juges exerçant sur le territoire québécois soit faite par Québec. »

Bureau national

D12 Paragraphe 102, ajouter un paragraphe :

« Un Québec souverain aura besoin de toutes ses ressources humaines. Conséquemment les fonctionnaires fédéraux qui le voudraient devraient pouvoir se joindre à la fonction publique du Québec. »

Gatineau

- D13** Paragraphe 105, ajouter un paragraphe :
- « Tout en protégeant le poids politique du Québec, nous sommes en faveur d'une meilleure représentativité des voix exprimées par le biais du vote au sein de la Chambre des communes. »
- Québec*
- D14** Paragraphe 105, remplacer le titre (intitulé) « La voix des Québécois » par :
- « La voix des Québécoises et des Québécois »
- Gatineau*
- D15** Paragraphe 106, ajouter un paragraphe :
- « Nous sommes en faveur de l'abolition du Sénat et du définancement, dans une perspective d'abolition, de la fonction de gouverneur général. »
- Québec*
- D16** Paragraphe 106, ajouter un paragraphe :
- « Nous sommes convaincus de la pertinence de la clause dérogatoire inscrite à l'article 33 de la charte canadienne, ainsi que de la possibilité de son utilisation préventive. »
- Brome—Missisquoi*
- D17** Paragraphe 106, ajouter un paragraphe :
- « Nous ne limiterons pas notre représentation des positions québécoises aux positions du gouvernement en place, mais représenterons les idées portées directement par une majorité de Québécois selon le nombre de votes exprimés lors de la dernière élection générale. »
- Hochelaga*

D18 Paragraphe 111, retrancher la phrase :

« nous travaillons à améliorer ce qui peut l'être »

Thérèse-De Blainville

D19 Paragraphe 114, ajouter un paragraphe :

« Nous nous opposons à toute démarche politique visant à contester nos lois et dénigrer nos choix, nos valeurs et notre modèle de société. »

Forum jeunesse

D20 Paragraphe 115, ajouter un paragraphe :

« Nous défendons également les revendications territoriales historiques du gouvernement du Québec, notamment en ce qui a trait au Labrador. »

Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères

D21 Paragraphe 117, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« dans l'esprit de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones »

Beauport—Limoilou

D22 Paragraphe 122, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« tout en demeurant disponibles, à leurs demandes, à les soutenir dans leur prise en charge. »

Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou

D23 Paragraphe 128, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« , faisant sienne l'histoire des Premiers Peuples avant, pendant et après la venue des Français. »

Capitale nationale

D24 Paragraphe 193, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons qu'il faut donner la parole aux aînés. »

Thérèse-De Blainville

D25 Paragraphe 194, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes en faveur de mesures visant la réduction des inégalités économiques et sociales. »

Sherbrooke

D26 Paragraphe 199, remplacer le paragraphe par :

« Nous croyons que chaque personne, au premier chef les femmes, a le droit de disposer de son propre corps comme elle l'entend. Cependant, dans un souci d'éthique, nous nous opposons à toute forme de mercantilisation et commercialisation du corps. Le corps n'est pas une marchandise. »

Marc-Aurèle-Fortin

D27 Paragraphe 199, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que le Québec peut se doter de forces de protection civiles québécoises destinées à être mobilisées en cas de crises, notamment lors de troubles sociaux et politiques, de catastrophes naturelles, de crise sanitaire ou de santé publique sur le territoire national québécois, et déployées en cas de catastrophes ou de situation militaire et géopolitique grave. »

Forum jeunesse

D28 Paragraphe 199, ajouter un paragraphe :

« Nous constatons que notre spécificité identitaire nous rend vulnérables à l'influence étrangère en matière de culture, de langue et de laïcité de l'État. Nous croyons que Québec doit pouvoir détenir l'entière responsabilité des institutions lui permettant de se renseigner concernant ses enjeux spécifiques culturels, démocratiques et sociaux et de pouvoir contrer toute forme d'ingérence. Nous croyons que tous services de renseignements servent d'abord les intérêts nationaux. »

Forum jeunesse

D29 Paragraphe 199, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que les lois sur le travail du sexe criminalisant l'achat de services sexuels ne garantissent pas le droit fondamental à la sécurité des travailleuses et travailleurs du sexe et que le gouvernement n'a jamais pris ses responsabilités à la suite du jugement Bedford. Nous exigeons donc que soit mise en place une commission fédérale qui fera une place à tous les intervenants pour discuter du travail du sexe et de la meilleure manière de légiférer pour garantir le droit à la sécurité de tous et chacun, suivant le modèle des consultations menées au Québec autour de l'aide médicale à mourir. »

Hochelaga

D30 Paragraphe 200, retrancher l'expression :

« notamment les filles et les femmes »

Repentigny

D31 Paragraphe 202, remplacer le paragraphe par

« Nous croyons que le logement est un droit fondamental et que l'État doit en faire davantage pour garantir un accès au logement à toute la population. Nous considérons le droit au logement comme le droit d'habiter de façon décente plutôt que le droit d'accéder à la propriété, qui n'implique aucun engagement de l'État envers ses citoyens. Nous nous opposons à la financiarisation du logement qui renforce la précarité des personnes en situation de vulnérabilité. Nous croyons en un modèle universel qui renforce l'accessibilité au logement social et communautaire en incluant des logements à haut seuil d'acceptabilité. Nous croyons aussi qu'il faut assurer l'accès à un logement accessible et adapté aux personnes qui ont un handicap. »

Saint-Hyacinthe—Bagot

ET

D32 Paragraphe 202, ajouter un mot après « accès au logement » :

« abordable »

Thérèse-De Blainville

D33 Paragraphe 203, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Nous soutenons également le développement d'une forme originale de propriété de logements que sont les coopératives d'habitation. »

Gatineau

ET

D34 Paragraphe 203, ajouter une expression après « propriétés » :

« individuelles et collectives »

Sherbrooke

D35 Paragraphe 203, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons en un modèle qui rend le logement social et communautaire accessible permettant à tous les ménages d'avoir droit d'accès à un logement décent. »

Commission politique

D36 Paragraphe 203, ajouter un paragraphe :

« Nous concevons que le volume d'immigration, excluant les réfugiés, impacte la qualité et la quantité de logements, le prix des terres et, plus largement, la protection de notre territoire. Nous concevons que pour bien accueillir les nouveaux arrivants, excluant les réfugiés, il faut respecter la capacité d'accueil et d'intégration du Québec. »

Forum jeunesse

D37 Paragraphe 208, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que la dépendance aux drogues est un problème de santé publique, et non de criminalité, et que la stigmatisation contribue à aggraver la situation actuelle, notamment en ce qui concerne la crise des opioïdes. Conséquemment, nous exigeons la décriminalisation de l'usage et de la possession pour consommation personnelle de toutes les drogues. »

Hochelaga

D38 Paragraphe 306, remplacer la phrase par :

« Nous croyons au soutien de la paix. »

Honoré-Mercier

D39 Paragraphe 307, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes féministes. Nous sommes égalitaires. »

Marc-Aurèle-Fortin

D40 Paragraphe 317, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« , comme le sont l'Écosse, la Martinique et la Guadeloupe. »

La Pointe-de-l'Île

D41 Paragraphe 318, retrancher le mot :

« occasionnellement »

Compton—Stanstead

D42 Paragraphe 318, ajouter un paragraphe :

« Nous nous dressons contre toute entrave à la politique internationale du Québec et à tout investissement fédéral qui aurait pour effet de miner l'action internationale du Québec et son image à l'étranger. »

Montarville

- D43** Paragraphe 320, ajouter un paragraphe :
- « Nous nous opposons catégoriquement au recours à la force, aux menaces, à l'intimidation, à l'ostracisation et l'exclusion sociale en démocratie. »
- Shefford*
- D44** Paragraphe 324, ajouter une expression après « négocie » :
- « de nation à nation. »
- Jonquière*
- D45** Paragraphe 330, ajouter un paragraphe :
- « Nous reconnaissons le rôle majeur que le Québec est appelé à jouer pour assurer la pérennité de la Francophonie. »
- Repentigny*
- D46** Paragraphe 335, ajouter une expression à la fin du paragraphe :
- « notamment économique, en contribuant particulièrement à l'émergence du continent africain, en l'aidant à se doter d'institutions d'épargnes collectives inspirées du modèle québécois. »
- Trois-Rivières*
- D47** Paragraphe 337, ajouter un paragraphe :
- « Nous favorisons et priorisons l'octroi de grands événements sportifs aux pays qui respectent les droits internationaux de la personne prévus à la Déclaration universelle des droits de l'homme. »
- Lac-Saint-Jean*

E1 Paragraphe 134, remplacer un paragraphe :

« Nous pensons qu'il faut offrir davantage d'incitatifs, d'opportunités d'avenir inspirantes et lucratives pour la relève agricole, mais aussi pour les jeunes qui grandissent en région, les personnes immigrantes et les nouveaux Québécois et Québécoises qui les choisissent. »

*Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou,
Abitibi—Témiscamingue, Beauce et Estrie*

E2 Paragraphe 136, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« et nous assurerons des conditions saines et avantageuses pour nos producteurs agricoles et nos transformateurs, entre autres par un accès à la main-d'oeuvre. »

*Berthier—Maskinongé,
Commission des circonscriptions éloignées et Estrie*

E3 Paragraphe 137, remplacer le paragraphe par :

« Nous soutenons notre agriculture à échelle humaine et durable et misant sur les circuits courts, notamment grâce à la remise en culture des terres agricoles dévalorisées, à la gestion de l'offre, ses produits locaux de qualité et son rôle de moteur pour les régions agricoles. »

Abitibi—Témiscamingue

E4 Paragraphe 137, ajouter une expression après « Nous soutenons notre agriculture » :

« et notre foresterie publique et privée »

Shefford

ET

E5 Paragraphe 137, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Nous favoriserons les circuits courts et l'augmentation de la capacité de transformation régionale, en particulier l'abattage. »

Berthier—Maskinongé et Estrie

E6 Paragraphe 138, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« et de l'acquisition de nos terres agricoles pour une utilisation autre que l'agriculture, par des non-résidents, dans un but spéculatif. »

Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou et Estrie

E7 Paragraphe 139, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« Ce partenariat doit se refléter dans la relation entre l'État et les producteurs par la reconnaissance concrète des bonnes pratiques environnementales et des gestes innovants. »

Berthier—Maskinongé, Estrie et Mégantic—L'Érable

E8 Paragraphe 141, remplacer le paragraphe par :

« Nous voulons savoir ce qu'il y a dans nos assiettes. Par conséquent, nous souhaitons mettre en place des mesures de traçabilité des produits bien identifiées sur les emballages. »

Lac-Saint-Jean

E9 Paragraphe 142, ajouter un paragraphe :

« À l’instar du domaine agricole, nous considérons que l’industrie de la pêche et de la mariculture revêt un caractère primordial pour les régions de l’Est du Québec. Les pêcheries sont un moteur économique essentiel pour le grand secteur du Québec maritime, que ce soit pour les travailleurs et les travailleuses de la mer – en mer, en usine, en restauration – ou pour l’exportation des produits de la mer vers les consommateurs québécois ou étrangers qui recherchent des produits de qualité. Nous appuyons les efforts consentis par l’ensemble des producteurs pour assurer une pêche durable. »

Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine

E10 Paragraphe 144, ajouter un paragraphe :

« Nous considérons que le secteur des pêches représente une activité essentielle pour l’Est-du-Québec et qu’il faut veiller à sa pérennité, particulièrement en épaulant les artisans de la pêche qui font trop souvent les frais de décisions mal réfléchies par Pêches et Océans Canada, ainsi qu’en assurant une surveillance accrue de nos eaux et de nos ressources. »

Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia

E11 Paragraphe 144, ajouter un paragraphe :

« Nous défendons bec et ongles les industries saisonnières comme le tourisme, la pêche et la foresterie tant en forêt publique que privée. »

Shefford

E12 Paragraphe 145, remplacer le paragraphe par :

« Nous nous enthousiasmons devant le développement d'initiatives culturelles hors des grands centres, par exemple les festivals en région qui offrent chacun aux Québécoises et aux Québécois une expérience aussi unique qu'inoubliable. Nous reconnaissons également l'importance historique des associations locales, par exemple les cercles des fermières, dont la contribution au développement des régions est incontestable. »

Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup

E13 Paragraphe 149, remplacer le paragraphe par :

« Nous soulignons qu'il faut relier et revaloriser nos régions, tant pour les gens qui souhaitent s'y rendre que pour ceux qui y vivent, ainsi que pour favoriser le développement économique durable. Nous soutenons le transport collectif intermunicipal et interrégional, notamment par le soutien au transport aérien régional et aux aéroports régionaux, de même que par une offre de transport structurant efficace, accessible et universel. Nous soutenons le développement d'un réseau de transport à grande vitesse afin de relier les différents pôles urbains entre eux. Nous souhaitons faciliter les déplacements des Québécois, augmenter le tourisme régional et réduire l'utilisation de l'automobile. »

Trois-Rivières

E14 Paragraphe 149, ajouter un paragraphe :

« Nous souhaitons améliorer l'offre de transport maritime pour les personnes et les marchandises afin de développer l'utilisation de notre route bleue, le fleuve Saint-Laurent. »

Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine

E15 Paragraphe 152, ajouter un paragraphe :

« Nous considérons que les régions limitrophes au golfe et à l'estuaire du Saint-Laurent sont particulièrement fragilisées par les aléas des changements climatiques et que le gouvernement fédéral a le devoir de protéger les populations touchées en allouant les budgets nécessaires pour ce faire aux instances locales et régionales. »

Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia

E16 Paragraphe 153, intercaler une phrase après « transformation au Québec » :

« et prioritairement dans ses régions »

Abitibi—Témiscamingue

E17 Paragraphe 155, ajouter une expression à la fin du paragraphe :

« à l'égard de la gestion de ses ressources. »

Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix

E18 Paragraphe 155, retrancher la phrase :

« et le fédéral étant entre incompétent et hypocrite en de telles matières »

Capitale nationale et Compton—Stanstead

E19 Paragraphe 157, ajouter un paragraphe :

« Nous sommes en faveur de la résilience et de l'indépendance alimentaire de nos communautés et encourageons toute mesure visant à accroître la présence dans nos assiettes des produits pêchés dans le St-Laurent. »

Rimouski—Neigette—Témiscouata—Les Basques

E20 Paragraphe 158, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons qu'il est essentiel de valoriser la pleine occupation du territoire du Québec. Nous devons donc encourager par des mesures incitatives sérieuses tous les Québécois à habiter et à protéger l'ensemble du territoire québécois, cela passe par un réel effort de décentralisation de l'administration publique. »

Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia

E21 Paragraphe 158, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons que l'entièreté du territoire du Québec est en soi un territoire national aux Québécoises et aux Québécois. Par conséquent, toute acquisition d'une parcelle du Québec par le gouvernement du Canada ne devrait être accordée qu'en cas d'absolue nécessité. »

Terrebonne

E22 Paragraphe 209, remplacer le titre (intitulé) par :

« Favorables aux travailleurs »

Honoré-Mercier

OU

E23 Paragraphe 209, remplacer le titre (intitulé) par :

« Travailleurs »

Bureau national

E24 Paragraphe 218, ajouter une expression après « syndicats » :

« notamment dans la fonction publique. »

Longueuil—Charles-LeMoyne

E25 Paragraphe 220, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons que les régions éloignées ont des particularités qui leur sont propres en ce qui a trait à l'assurance-emploi et qu'une réforme urgente du système doit prendre en compte ces caractéristiques pour répondre aux besoins de ces régions. »

*Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia et
Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine*

E26 Paragraphe 221, ajouter une expression après « secteur des arts » :

« et des sports »

Abitibi—Témiscamingue

E27 Paragraphe 221, ajouter un paragraphe :

« Nous considérons la protection des emplois des entrepreneurs et des travailleurs de la construction et des autres secteurs d'activités, opérant dans les autres provinces, afin qu'ils puissent poursuivre financièrement, et de manière pérenne, leurs activités. »

Hull—Aylmer

E28 Paragraphe 221, ajouter un paragraphe :

« Nous nous opposons au travail forcé, aux abus physiques et sexuels dans tous les milieux de travail. »

Longueuil—Saint-Hubert

E29 Paragraphe 222, remplacer le paragraphe par :

« Nous reconnaissons que les travailleurs étrangers permanents ou temporaires ont les mêmes droits que les citoyens canadiens, mis à part le droit de vote. Nous croyons que les travailleurs étrangers méritent la dignité et le respect, comme tout le monde. »

Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup

ET

E30 Paragraphe 222, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« notamment au niveau de leur rémunération et de leurs conditions d'hébergement près de leur lieu de travail. »

Estrie

E31 Paragraphe 224, remplacer l'expression « des travailleurs » par :
« des citoyens à part entière »

Rivière-du-Nord

ET

E32 Paragraphe 224, remplacer l'expression « les années de dévouements » par :
« les années de dévouements dans leur vie active et/ou de retraités »

Shefford

E33 Paragraphe 225, ajouter une expression après « retraite » :
« notamment en protégeant ceux-ci contre les conséquences d'une faillite de leur entreprise sur leur fonds de retraite, »

Estrie

E34 Paragraphe 230, ajouter un paragraphe :
« Nous souhaitons améliorer la qualité de vie des personnes handicapées et favoriser leur inclusion notamment en matière d'insertion professionnelle et sociale. »

Rimouski—Neigette—Témiscouata—Les Basques

E35 Paragraphe 232, remplacer le paragraphe par :
« Nous croyons que les travailleurs frappés par la maladie doivent être soutenus de façon équitable jusqu'à leur guérison en bonifiant de façon substantielle la durée et le montant du régime canadien de l'assurance-emploi maladie. Nous militons fermement pour un programme d'assurance-emploi maladie jusqu'à 52 semaines. »

*Portneuf—Jacques-Cartier et
Rimouski—Neigette—Témiscouata—Les Basques*

E36 Paragraphe 232, ajouter un paragraphe :

« Nous croyons nécessaire de réformer la Loi sur la concurrence afin d'empêcher les hausses de prix abusives résultant du pouvoir de monopole des entreprises et ainsi de protéger les consommateurs. »

Terrebonne

- E37** Paragraphe 236, ajouter une phrase :
- « A cet effet, il faut rapprocher la gestion de la voie maritime aux besoins des Québécoises et des Québécois en incluant des représentants citoyens dans le modèle de gouvernance de la Corporation de gestion de la voie maritime. »

Salaberry—Suroît

- E38** Paragraphe 240, ajouter une phrase après « transition écologique » :
- « et énergétique »

La Prairie

-
- E39** Paragraphe 241, ajouter un mot après « environnementale » :
- « et énergétique. »

La Prairie

ET

- E40** Paragraphe 241, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :
- « Conséquemment, nous nous opposons à toute disposition érigeant la souveraineté des multinationales au-dessus des droits démocratiques des nations sous couvert de protection des investisseurs étrangers. »

Saint-Hyacinthe—Bagot

-
- E41** Paragraphe 241, ajouter un paragraphe :
- « Nous nous engageons à protéger la propriété québécoise des ressources naturelles. »

Chicoutimi—Le Fjord

-
- E42** Paragraphe 245, ajouter une expression à la fin du paragraphe :
- « , en utilisant tous nos leviers économiques disponibles afin de soutenir les projets et les initiatives locales. »

Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix

ET

- E43** Paragraphe 245, ajouter une expression à la fin du paragraphe :
- « et nous soutenons activement le secteur coopératif de son économie dont le dynamisme contribue à la création et au partage de la richesse au sein de nos collectivités dans toutes les régions du Québec ». »

Gatineau

-
- E44** Paragraphe 249, ajouter une expression après « économie sociale » :

« , aussi appelée entrepreneuriat collectif »

Estrie

- E45** Paragraphe 250, ajouter une phrase à la fin du paragraphe :

« À cet effet, nous croyons le gouvernement du Québec devrait avoir compétence sur le financement alloué à la recherche effectuée dans les universités et les institutions siégeant au Québec. »

Commission politique

E46 Paragraphe 252, ajouter une phrase après « entreprises innovantes » :

« , travaillant en français et respectant la Charte québécoise de la langue française, »

Laurier—Sainte-Marie

E47 Paragraphe 253, remplacer l'expression « fédération canadienne » par :

« régime canadien »

Saint-Hyacinthe—Bagot

E48 Paragraphe 261, ajouter un paragraphe :

« Nous reconnaissons l'importance du contrôle des frontières et le respect des lois frontalières afin de préserver la souveraineté de notre territoire. Nous croyons que le Québec devrait avoir les pleins pouvoirs et les transferts de ressources humaines et financières en matière de gestion frontalière. »

Rivière-des-Mille-Îles

- F1 Article 1.1, remplacer l'expression « seize (16) ans » par :
« quatorze (14) ans »
Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères
- F2 Article 1.2, ajouter une phrase au début de l'article :
« La première adhésion au Bloc Québécois est gratuite pour un an. »
Bureau national
- F3 Article 1.4, remplacer la dernière phrase par :
« Pour exercer son droit de vote à une assemblée d'investiture, un membre devra s'identifier selon les modalités entérinées par le Bureau national. »
Bureau national
- F4 Article 2.4.1, remplacer l'expression « une fois par année » par :
« une fois aux deux (2) ans »
Drummond et La Prairie
- F5 Article 2.4.5 a), retrancher un mot après « adopter les états financiers » :
« annuels »
La Prairie
- F6 Article 2.7.3, retrancher l'expression :
« ainsi qu'au Congrès régional »
Bureau national

F7 Article 2.8.2, remplacer l'expression « d'au moins huit (8) personnes dont » par :

« des personnes suivantes dont »

Commission des circonscriptions éloignées

F8 Article 3.3.6, ajouter un article :

« Lors de la convocation d'un conseil régional, s'il y a lieu, il doit y avoir avis par courriel aux membres de la région de l'élection de la présidence régionale lors de cette rencontre. »

Bureau national

F9 Article 4.2.1 c), remplacer le paragraphe par :

« Contribuer à la préparation de la proposition principale d'amendement au programme ainsi qu'à la plateforme électorale. »

Commission politique

F10 Article 4.4.3, ajouter une expression après « ses membres » :

« et les membres, approuvé par la présidence de la circonscription, des associations de circonscriptions répondant à l'article 4.4. »

Commission des circonscriptions éloignées

F11 Article 4.4, ajouter un chapitre :

« 4.5 Commission des aînées

4.5.1 La Commission des aînées a pour mandat de :

- a) Informer et conseiller le parti sur toutes questions relatives aux aînés ;
- b) Faire rapport de ses activités au Conseil général et au Congrès national ;
- c) Diffuser les valeurs et les idées du parti auprès des aînées ; »

Drummond

F12 Article 8.1, retrancher le chapitre :

« 8.1 Comité de surveillance des finances »

Bureau national

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M1 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois propose des mesures incitatives pour que les étudiants étrangers choisissent de s'établir dans les régions éloignées. »

Manicouagan

M2 Aile parlementaire

« Que le Bloc Québécois présente un budget de l'an 1 d'un Québec indépendant qui comporte une proposition comprenant les étapes de transition vers un pays. »

LaSalle—Émard—Verdun

M3 Aile parlementaire

« Il est proposé que le gouvernement fédéral confie à son directeur général des élections le mandat de favoriser l'accès à toute candidature à la députation fédérale pour quiconque en a le désir légitime, indépendamment de sa situation financière, sociale, parentale ou autre, notamment par le biais d'un congé de candidature qui, à l'égal du congé parental du Québec, garantirait à la personne de recevoir durant cette période où elle doit se consacrer à la promotion de sa candidature, une allocation de revenu raisonnable lui permettant de continuer de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, et que lui soit garanti son retour à l'emploi occupé par elle au moment de poser sa candidature pour une meilleure représentativité de la population au sein de la députation. »

Beloeil—Chambly

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M4 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois développe une politique permettant à un employé de pouvoir s'absenter pour des raisons de maladie, de pause psychologique, liées aux menstruations et pour des causes familiales. »

Saint-Jean

M5 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois collige les études sur le vapotage et élabore un plan d'action incluant des moyens de prévention et de sensibilisation chez les jeunes. »

Saint-Jean

M6 Aile parlementaire

« Face au déclin du français au Québec et au Canada, il est proposé que le Bloc Québécois se fasse le fer de lance d'une initiative qui aura pour objectif de tenir des états généraux des forces vives de la francophonie du Québec et du Canada. »

Argenteuil—La Petite-Nation

M7 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois effectue une étude pour déterminer le rôle du fédéral dans les représentations culturelles qui semblent de plus en plus bilingues à Montréal et ailleurs au Québec. »

La Pointe-de-l'Île

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M8 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois agisse afin que la Loi sur les langues officielles du Canada ne s'applique pas au Québec qui détient seul la légitimité dans le développement et le déploiement d'une politique linguistique sur son territoire, et afin que la Loi sur les langues officielles ait pour mandat la protection et la promotion des communautés francophones hors-Québec et acadiennes. »

Bureau national

M9 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois présente un projet de loi visant à obliger les banques et les autres institutions financières à déclarer tout investissement dans des entreprises de recherche et d'exploitation des énergies fossiles à l'ACFC (agence de la consommation en matière financière du Canada) ainsi qu'aux surintendants des institutions financières; et que ces déclarations soient rendues publiques. »

Bureau national

M10 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois s'oppose à toute subvention directe ou indirecte et crédits d'impôt aux compagnies pétrolières et gazières. »

Bureau national

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M11 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois continue de soutenir le secteur du livre en exigeant l'abolition de la TPS sur les livres et le renforcement du droit d'auteur. »

Thérèse-De Blainville

M12 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois demande que l'entente sur les tiers pays sûrs soit amendée afin d'interdire les accès irréguliers au territoire canadien et ce par respect pour ceux qui intègrent notre société par les voies légales. »

Beauport—Limoilou

M13 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois continue de réclamer que le Code canadien du travail soit amendé afin de protéger les travailleuses pendant toute la durée de leur grossesse et de l'allaitement. »

Charlesbourg—Haute-Saint-Charles

M14 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois propose des mesures d'allègement fiscal pour les travailleurs âgés retraités ou qui atteignent l'âge de la retraite qui souhaitent demeurer sur le marché de l'emploi ou le réintégrer. »

Manicouagan

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M15 Aile parlementaire

« Nous mandatons l'aile parlementaire de veiller à la protection en ligne des enfants et de lutter contre la traite d'êtres humains et la marchandisation du corps, contre la violence et les stéréotypes encourageant la violence envers les femmes et pour la protection des mineurs des dangers de la pornographie et des risques d'abus sexuels. »

Forum jeunesse

M16 Aile parlementaire

« Nous mandatons l'aile parlementaire d'adopter des politiques visant à décriminaliser la possession simple des drogues illégales. Nous croyons que la toxicomanie, au même titre que d'autres dépendances, est d'abord et avant tout un enjeu de santé publique et non de criminalité. Nous souhaitons donner à Québec les moyens d'agir en termes de santé et de combattre la toxicomanie en favorisant la prévention et la réhabilitation. Nous demandons d'avoir le financement nécessaire en matière de santé publique pour arriver à ces fins. »

Forum jeunesse

M17 Aile parlementaire

« Nous mandatons l'aile parlementaire de développer une politique d'innovation scientifique et technologique afin que le Québec en devienne un meneur. Nous souhaitons que le Québec soit à l'avant-garde du progrès technologique et scientifique pour contribuer au bien-être de la population. Nous croyons que l'autonomisation et l'innovation québécoise peuvent avoir des effets bénéfiques sur le monde du travail et la justice sociale. »

Forum jeunesse

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M18 Aile parlementaire

« Que l'aile parlementaire du Bloc Québécois demande une expertise pour évaluer l'impact actuel de l'ensemble des opérations de la Chambre des communes en termes d'émission de GES, fixe des objectifs de réductions des émissions pour la Chambre des communes comparable à ceux fixés pour tous et propose la mise en place d'un comité de la Chambre des Communes ayant pour mandat d'analyser les options de fonctionnement possible et de proposer des changements à ce fonctionnement pour arriver à atteindre les cibles fixées. »

Forum jeunesse

M19 Aile parlementaire et Bureau national

« Nous mandatons le Bloc Québécois et son aile parlementaire à mettre en place une campagne permanente pour faire la promotion de l'indépendance du Québec, qu'ils allouent les ressources nécessaires à la production de contenu sur l'indépendance, et qu'ils en fassent la promotion. »

Forum jeunesse

M20 Aile parlementaire et Bureau national

« Que le Bloc Québécois s'engage à créer des liens et à renforcer ceux qu'il a tissés avec des alliés internationaux par le moyen d'une stratégie de diplomatie bloquiste de promotion du Québec et de l'option souverainiste. »

Manicouagan

MANDATS À L'AILE PARLEMENTAIRE ET AUX INSTANCES

M21 Bureau national

« Que le Bloc Québécois s’engage à organiser annuellement un colloque, sur un enjeu de société d’actualité, afin de promouvoir et permettre le rayonnement des politiques du parti auprès des citoyens. »

Drummond

M22 Bureau national

« Que le Bloc Québécois favorise la représentation de toutes les circonscriptions du Québec en permettant que les militants des circonscriptions des régions éloignées, qu’ils soient délégués ou observateurs, soient autorisés, sous certaines conditions, à participer aux Conseils généraux et aux Congrès nationaux en mode virtuel. »

Manicouagan